

# RAPPORT FINANCIER 2007 CONSOLIDÉ

Exercice terminé le 31 décembre

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

Code géographique : 67020

Code :  
01

Nom officiel : Candiac

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Membres du conseil et fonctionnaires</b>	4
<b>Rapports du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier</b>	5
<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>	6
Rapport du vérificateur externe sur les états financiers consolidés	7
Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés	7.1
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé des activités financières de fonctionnement et d'investissement	9
État consolidé de l'évolution de la situation financière	10
États complémentaires consolidés	
Activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires consolidées	11
Activités financières d'investissement à des fins budgétaires consolidées	12
Surplus (déficit) accumulé consolidé	13
Réserves financières et fonds réservés consolidés	14
Montants à pourvoir dans le futur consolidés	15
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	16
Renseignements complémentaires consolidés	
Annexe A - Dépenses consolidées par objets	17
Annexe B - Dette à long terme consolidée	18
Annexe C - Endettement total net à long terme consolidé	20
Annexe D - Informations sectorielles consolidées	
État de la situation financière par organismes	21
Activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires par organismes	22
Dépenses par objets par organismes	23
<b>AUTRES RENSEIGNEMENTS VÉRIFIÉS</b>	25
Taux global de taxation réel	
Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel	26
Conciliation des revenus de taxes	27
Revenus admissibles	28
Calcul du taux global de taxation réel	29

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS</b>	<b>30</b>
Analyse consolidée des revenus	
Taxes	31
Paievements tenant lieu de taxes	32
Transferts	33
Services rendus	35
Imposition de droits, amendes et pénalités, intérêts et autres revenus	37
Analyse consolidée des dépenses de fonctionnement	38
Analyse consolidée de la dépense de quotes-parts	40
Analyse consolidée des dépenses d'immobilisations selon leur nature	41
Fonds de roulement consolidé - Capital autorisé	42
Analyse consolidée des avantages sociaux futurs	43
Financement des projets en cours consolidés	46
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés consolidés	46
Analyse du coût des services municipaux	47
Analyse de la rémunération	49
Analyse de l'activité eau et égout	49
Analyse des activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires du réseau d'électricité	50
Taux des taxes	51
Questionnaire	53
Autres données	55
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2009	56
Confirmation de la transmission électronique	57

---

**MEMBRES DU CONSEIL**

MAIRE M. André J. Côté

CONSEILLERS

Mme Thérèse Gatién  
M. Charles-André Fortier  
M. Ronald Cormier

M. Kevin Vocino  
M. Vincent Chatel  
M. Normand Dyotte

---

**FONCTIONNAIRES**

DIRECTEUR GÉNÉRAL M. Serge Drouin

GREFFIER Mme Carole Lemaire

TRÉSORIER OU  
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER M. Patrick Quirion, CA, OMA

**RAPPORT DU TRÉSORIER  
OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Patrick Quirion, CA, OMA, atteste que le rapport financier de

Candiac pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2007,  
(Nom de l'organisme)

a été préparé conformément à la loi qui régit cet organisme.

Date 2008-04-07 Signature \_\_\_\_\_

Téléphone (450) 444-6015 Télécopieur (450) 444-6009  
(Ind. rég.) (Numéro) (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48

Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

---

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE  
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Aux membres du conseil,

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Ville de Candiac au 31 décembre 2007 et les états consolidés des activités financières de fonctionnement et d'investissement, de l'évolution de la situation financière, des activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires, des activités financières d'investissement à des fins budgétaires, du surplus accumulé, des réserves financières et fonds réservés et des montants à pourvoir dans le futur de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnus du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Candiac au 31 décembre 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Lefavre Labrèche Gagné SENCRL

LIEU Saint-Rémi

DATE 2008-04-07

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48

Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL  
SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

---

Aux membres du conseil,

NOM DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL \_\_\_\_\_

LIEU \_\_\_\_\_ DATE \_\_\_\_\_

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48

Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007	2006
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse (note 4)	1	9 142 991	1 461 501
Placements temporaires (note 4)	2	589 519	
Débiteurs (note 5)	3	7 668 289	3 564 152
Prêts (note 9)	4		
Placements à long terme (note 10)	5		
Participations dans des entreprises municipales (note 18)	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 20)	7		
Autres actifs financiers (note 8)	8		
	9	17 400 799	5 025 653
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations corporelles (note 11)	10	125 070 903	103 076 201
Propriétés destinées à la revente (note 8)	11	813 683	719 974
Stocks de fournitures (note 6)	12	227 471	283 193
Autres actifs non financiers (note 7)	13	982 804	549 014
	14	127 094 861	104 628 382
	15	144 495 660	109 654 035
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	16	5 432	
Emprunts temporaires	17	8 786 751	11 736 700
Créditeurs et frais courus (note 12)	18	5 267 646	4 659 749
Revenus reportés (note 14)	19	943 458	184 816
Dette à long terme (note 15)	20	58 011 884	33 823 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 20)	21	242 063	
Autres charges à payer (note 13)	22	100 000	
	23	73 357 234	50 404 265
<b>AVOIR DES CONTRIBUABLES</b>			
Surplus (déficit) accumulé	24	3 556 372	1 804 914
Réserves financières et fonds réservés	25	(2 093 095)	(12 400 531)
Montants à pourvoir dans le futur	26	(457 792)	(144 601)
	27	1 005 485	(10 740 218)
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme (note 18)	28	70 132 941	69 989 988
	29	71 138 426	59 249 770
	30	144 495 660	109 654 035
Modification de méthodes comptables (note 3)			
Engagements contractuels (note 22)			
Éventualités (note 23)			

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<u>2007</u>	<u>2006</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Taxes	1	17 846 048	16 698 010
Paiements tenant lieu de taxes	2	236 125	234 939
Quotes-parts	3		
Transferts (note 19)	4	2 557 445	223 368
Services rendus	5	5 438 453	3 661 509
Imposition de droits	6	2 374 825	1 976 337
Amendes et pénalités	7	668 869	243 926
Intérêts	8	425 963	256 296
Autres revenus	9	2 135 551	319 047
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	31 683 279	23 613 432
<b>Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations</b>			
Administration générale	12	3 859 844	3 328 960
Sécurité publique	13	3 237 950	2 671 221
Transport	14	13 633 634	7 597 237
Hygiène du milieu	15	8 863 151	6 451 654
Santé et bien-être	16		
Aménagement, urbanisme et développement	17	1 510 476	1 736 661
Loisirs et culture	18	6 401 329	6 807 053
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 747 953	1 252 729
	21	40 254 337	29 845 515
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	22	(8 571 058)	(6 232 083)
<b>Autres investissements</b>	23	( ) ( )	( )
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	24	15 562	5 945
Financement à long terme des activités d'investissement	25	17 480 292	10 976 497
Remboursement de la dette à long terme	26	3 027 876	2 380 000
	27	14 467 978	8 602 442
Fonds transférés de l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme et autres transferts	28	319 443	182 115
<b>Variation des fonds de l'exercice</b>	29	6 216 363	2 552 474
Solde des fonds au début de l'exercice	30	(10 740 218)	(13 292 692)
Redressement aux exercices antérieurs	31	5 529 340	
Solde des fonds redressé au début de l'exercice (note 3)	32	(5 210 878)	(13 292 692)
<b>Solde des fonds à la fin de l'exercice</b>	33	1 005 485	(10 740 218)
Modification de méthodes comptables (note 3)			

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007	2006
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Surplus (déficit) de l'exercice	1	(8 571 058)	1 218 484
Éléments n'impliquant aucun mouvement de liquidités			
- Redressement du surplus	2	(593 494)	487 228
- Amort. montant à pourvoir	3	(50 156)	17 617
	4	(9 214 708)	1 723 329
<b>Éléments n'affectant pas le fonctionnement</b>			
Acquisition d'immobilisations	5	16 990 545	
Cession d'immobilisations	6	(2 308)	
Autres			
- Rembours. dette long terme	7	(1 404 086)	3 690 234
- Perception créance long terme	8		(95 317)
	9	6 369 443	5 318 246
<b>Variation nette des éléments hors caisse</b>			
Débiteurs	10	284 793	(147 363)
Autres actifs financiers	11		(100 906)
Stocks de fournitures	12	55 722	(50 700)
Autres actifs non financiers	13	(283 244)	
Créditeurs et frais courus	14	23 089	399 275
Revenus reportés	15	758 642	40 600
Autres charges à payer	16	100 000	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	17	242 063	
	18	7 550 508	5 459 152
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations	19	(16 990 545)	(11 622 084)
Acquisition de placements à long terme	20		
Cession d'immobilisations	21	2 308	
Autres			
- Propriétés à la revente	22	43 791	5 712
- Fonds amortissement	23	659 376	
	24	(16 285 070)	(11 616 372)
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	25	17 773 800	11 141 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(3 695 538)	(2 380 000)
Autres			
- Perception créance long terme	27		95 317
- Écart d'apport sur placement	28	(17 338)	
	29	14 060 924	8 856 317
<b>Augmentation (diminution) des liquidités</b>			
<b>Situation des liquidités au début (note 3)</b>	30	5 326 362	2 699 097
	31	(4 386 035)	(12 974 296)
<b>Situation des liquidités à la fin</b>	32	940 327	(10 275 199)

Les liquidités sont composées de l'encaisse, des placements temporaires, du découvert bancaire et des emprunts temporaires.

Modification de méthodes comptables (note 3)

**ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT À DES FINS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	18 879 400	17 803 711	16 524 363
Paiements tenant lieu de taxes	2	162 800	236 125	234 939
Quotes-parts	3			
Transferts	4	45 800	2 557 445	223 368
Services rendus	5	2 930 300	5 438 453	3 661 509
Imposition de droits	6	293 000	2 374 825	1 976 337
Amendes et pénalités	7	87 500	668 869	243 926
Intérêts	8	175 000	425 963	256 296
Autres revenus	9		541 254	115 719
	10	22 573 800	30 046 645	23 236 457
<b>Dépenses de fonctionnement</b>				
Administration générale	11	3 308 765	3 371 334	3 162 771
Sécurité publique	12	2 844 525	3 085 693	2 648 448
Transport	13	2 669 979	4 462 216	2 730 540
Hygiène du milieu	14	4 700 619	5 132 272	4 334 117
Santé et bien-être	15			
Aménagement, urbanisme et développement	16	908 700	990 148	839 314
Loisirs et culture	17	3 207 612	3 474 176	3 255 512
Réseau d'électricité	18			
Frais de financement	19	1 909 100	2 747 953	1 252 729
	20	19 549 300	23 263 792	18 223 431
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	21	3 024 500	6 782 853	5 013 026
<b>Conciliation à des fins budgétaires</b>				
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement (note 17)	22		15 562	5 945
Remboursement de la dette à long terme	23	( 2 171 800 )	( 3 027 876 )	( 2 380 000 )
	24	(2 171 800)	(3 012 314)	(2 374 055)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	25	( 326 200 )	( 484 203 )	( 933 259 )
Surplus (déficit) accumulé non affecté	26		20 000	
Surplus accumulé affecté	27		1 814	
Réserves financières et fonds réservés	28	(526 500)	(1 278 404)	(487 228)
Montants à pourvoir dans le futur	29		(44 094)	
	30	(852 700)	(1 784 887)	(1 420 487)
	31	(3 024 500)	(4 797 201)	(3 794 542)
<b>Surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires</b>	32		1 985 652	1 218 484
Modification de méthodes comptables (note 3)				

**ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'INVESTISSEMENT À DES FINS BUDGÉTAIRES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Taxes	1		42 337	173 647
Quotes-parts	2			
Transferts	3			
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	4		1 594 297	203 328
Autres	5			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	6			
	7		1 636 634	376 975
<b>Dépenses d'immobilisations</b>				
Administration générale	8	1 075 000	488 510	166 189
Sécurité publique	9	89 460	152 257	22 773
Transport	10	19 939 000	9 171 418	4 866 697
Hygiène du milieu	11		3 730 879	2 117 537
Santé et bien-être	12			
Aménagement, urbanisme et développement	13	72 500	520 328	897 347
Loisirs et culture	14	4 295 000	2 927 153	3 551 541
Réseau d'électricité	15			
	16	25 470 960	16 990 545	11 622 084
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	17	(25 470 960)	(15 353 911)	(11 245 109)
<b>Conciliation à des fins budgétaires</b>				
<b>Autres investissements</b>				
Propriétés destinées à la revente	18	( )	( )	( )
Prêts	19	( )	( )	( )
Placements à titre d'investissement	20	( )	( )	( )
Participations dans des entreprises municipales	21	( )	( )	( )
	22	( )	( )	( )
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	23	23 120 000	17 480 292	10 976 497
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	24	326 200	484 203	933 259
Surplus accumulé non affecté	25	1 211 800	1 002 679	1 150 150
Surplus accumulé affecté	26			
Réserves financières et fonds réservés	27	812 960	827 951	881 752
	28	2 350 960	2 314 833	2 965 161
	29	25 470 960	19 795 125	13 941 658
<b>Surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires</b>	30		4 441 214	2 696 549
Modification de méthodes comptables (note 3)				

**SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	Virement de		Virement à		Solde	
<b>NON AFFECTÉ - SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>				1	2 430 542	
Redressement aux exercices antérieurs				2	(593 494)	
<b>Solde redressé (note 3)</b>				3	1 837 048	
Affectation - activités de fonctionnement		4	20 000	5	(20 000)	
Affectation - activités d'investissement		6	1 002 679	7	(1 002 679)	
Affectation - surplus accumulé affecté	8	9	123 135	10	(123 135)	
Affectation - réserves financières	11	12		13		
Affectation - fonds réservés	14	15	73 109	16	(73 109)	
Surplus (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins budgétaires	17	1 985 652		18	1 985 652	
Autres						
- Terrain revente / ecart apport	19	43 791	20	17 338	21	26 453
- Montant à pourvoir	22	345 227	23		24	345 227
<b>NON AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE</b>	25	2 374 670	26	1 236 261	27	2 975 457
<b>AFFECTÉ - SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER</b>				28	459 594	
Redressement aux exercices antérieurs				29		
<b>Solde redressé (note 3)</b>				30	459 594	
Affectation - activités de fonctionnement	31	58 495	32	60 309	33	(1 814)
Affectation - activités d'investissement					34	
Affectation - surplus accumulé non affecté	36	123 135	37		38	123 135
Affectation - réserves financières	39		40		41	
Affectation - fonds réservés	42		43		44	
Autres						
-	45		46		47	
-	48		49		50	
<b>AFFECTÉ - SOLDE AU 31 DÉCEMBRE (note 16)</b>	51	181 630	52	60 309	53	580 915
<b>SURPLUS (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE</b>	54	2 556 300	55	1 296 570	56	3 556 372

**RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redresse- ment aux exercices antérieurs	Activités de fonctionnement		Activités d'investissement		Solde au 31 décembre					
			Virement de	Virement à	Virement de	Virement à						
<b>RÉSERVES FINANCIÈRES</b>												
-	1	2	3	4	5	6	7					
-	8	9	10	11	12	13	14					
-	15	16	17	18	19	20	21					
-	22	23	24	25	26	27	28					
	29	30	31	32	33	34	35					
<b>FONDS RÉSERVÉS</b>												
Fonds de roulement (note 21)	36	179 417	37	38	609 344	39	40	40 081	41	549 033	42	279 809
Fonds parcs et terrains de jeux	43	277 960	44	45	150 866	46	47	8 554	48	152 000	49	285 380
Société québécoise d'assainissement des eaux	50		51	52		53	54		55		56	
Financement des projets en cours	57	(13 637 545)	58	59		60	61	4 441 337	62		63	(9 206 343)
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	64	561 650	65	66		67	68	4 650	69	10 135	70	391 582
Fonds d'amortissement	71	5 071 081	72	73	659 376	74					75	5 730 457
Financement des activités de fonctionnement	76	211 444	77	78	277 945	79	80	63 369			81	426 020
Autres												
-	81	82	83	84	85	86	87					
-	88	89	90	91	92	93	94					
-	95	96	97	98	99	100	101					
-	102	103	104	105	106	107	108					
-	109	110	111	112	113	114	115					
-	116	117	118	119	120	121	122					
	123	(7 335 993)	124	125	1 697 531	126	127	68 019	128	4 500 107	129	(2 093 095)
<b>RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS</b>												
	130	(7 335 993)	131	132	1 697 531	133	134	68 019	135	4 500 107	136	(2 093 095)

**MONTANTS À POURVOIR DANS LE FUTUR CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>		<b>Redressement aux exercices antérieurs</b>		<b>Ajouter</b>		<b>Déduire</b>		<b>Solde au 31 décembre</b>
Mesures transitoires relatives au 1 <sup>er</sup> janvier 2000										
Salaires et avantages sociaux	1	59 176	11				26	8 807	36	50 369
Intérêts sur la dette à long terme	2	95 013	12				27	6 281	37	88 732
Dépenses d'élections (solde reporté au 31 décembre 2006)	3		13				28		38	
Avantages sociaux futurs										
Déficit initial net au 1 <sup>er</sup> janvier 2007										
Régimes capitalisés	4		14	212 719			29	19 000	39	193 719
Régimes non capitalisés	5		15	132 508			30	7 536	40	124 972
Constatés postérieurement	6		16		21		31		41	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement										
	7		17		22		32		42	
Autres										
-	8		18		23		33		43	
-	9		19		24		34		44	
	10	154 189	20	345 227	25		35	41 624	45	457 792

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007****1. Statut de l'organisme municipal**

La ville de Candiac est un organisme municipal constitué le 31 janvier 1957 en vertu de la Loi constituant en corporation la ville de Candiac (Bill no. 194) et est régie en vertu de la Loi sur les Cités et Villes de la province du Québec.

**2. Principales méthodes comptables****A) Périmètre comptable**

À compter de l'exercice 2007, les états financiers regroupent les comptes de la Ville et ceux des organismes qu'elle contrôle. Les organismes suivants ont été intégrés aux états financiers de la Ville selon la méthode de consolidation proportionnelle:

- Régie intermunicipale de police Roussillon
- Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie
- Conseil intermunicipal de transport Le Richelain
- TARSO inc.

Les normes concernant le périmètre comptable ont été appliquées rétroactivement sans retraitement des chiffres des exercices antérieurs. Les chiffres comparatifs pour 2006 ne comprennent donc pas la consolidation des organismes contrôlés.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Par ailleurs, les dépenses de fonctionnement sont établies sans l'amortissement des immobilisations, le remboursement en capital de la dette à long terme et le transfert à l'état des activités d'investissement.

Ces conventions comptables sont plus amplement discutées dans le Manuel de la présentation de l'information financière municipale.

**C) Stocks de fournitures**

Les stocks sont présentés à l'actif de la Ville et sont évalués au plus bas du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé par la méthode de l'épuisement successif (FIFO).

**D) Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées au bilan à leur valeur amortie. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative d'utilisation respective selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

- Infrastructures : De 15 à 40 ans;
- Bâtiments : De 15 et 40 ans;
- Véhicules : De 3 et 20 ans;
- Ameublement et équipement de bureau : De 5 et 10 ans;
- Machinerie, outillage et équipements : De 10 et 20 ans

La dépense d'amortissement est reflétée à l'analyse du coût des services municipaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007****F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La dépense de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le REER offert par la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, l'assurance collective offerte aux retraités est incluse notamment dans ces avantages.

La dépense de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2007 selon la méthode suivante : Valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge à la dépense de fonctionnement. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

Le déficit initial au titre des avantages sociaux futurs constaté en date du 1er janvier correspond à la somme des déficits initiaux moins les surplus initiaux en prenant en considération tous les régimes, capitalisés et non capitalisés. La constatation s'est faite par redressement du surplus (déficit) accumulé non affecté des exercices antérieurs. Ce redressement fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

L'excédent de la dépense de fonctionnement de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet, en contrepartie, d'un montant à pourvoir dans le futur pour fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007****G) Montants à pourvoir dans le futur**

Les montants à pourvoir dans le futur correspondent à des dépenses de fonctionnement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Ils sont créés aux fins suivantes suite à un choix exercé par l'organisme municipal et amortis selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état des activités financières de fonctionnement à des fins budgétaires.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;  
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des taxes de secteur à percevoir et des montants à recouvrer de tiers) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants ;  
- pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

**H) Autres éléments**

AUTRES ACTIFS :

Les frais relatifs au maintien à jour de l'inventaire du rôle d'évaluation sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 9 ans.

Les frais d'émission d'obligations sont comptabilisés au coût et amortis sur une période de 5 ans.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE À LONG TERME :

Dettes émises avant le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice bien que les intérêts courus soient comptabilisés à titre de passif en contrepartie du montant à pourvoir dans le futur.

Dettes émises après le 31 décembre 2000 :

Les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme sont comptabilisées selon la méthode de comptabilité d'exercice.

SUBVENTION DU MINISTÈRE DES TRANSPORT DU QUÉBEC

Les revenus de subvention du Ministère des Transport du Québec (MTQ) sur les activités de transport en commun sont basés sur les revenus des usagers selon la structure tarifaire alors en vigueur et selon les formules prescrites par le MTQ. Ils sont calculés en tenant compte de la même répartition des ventes et titres tarifaires.

Le calcul des subventions pour l'ensemble des circuits tient compte du maximum de subvention établi à 75% du déficit d'exploitation (revenus autonomes moins les dépenses d'exploitation) et les contributions municipales, d'un minimum de 25% du déficit d'exploitation de l'ensemble des circuits. Pour le calcul des subventions, le déficit d'exploitation est déterminé sans tenir compte de l'aide métropolitaine.

UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses qui touchent les éléments d'actif et de passif présentés, la divulgation de l'actif et du passif éventuel à la date des états financiers et les produits et les charges présentés pour l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des estimations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**3. Modification de méthodes comptables**

À compter de 2007, la municipalité applique les principes comptables généralement reconnus du Canada recommandés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

La modification de méthodes comptables concernant les terrains et les subventions reportées a été appliquée rétroactivement en retraitant les états financiers de l'exercice précédent. Ce retraitements a eu pour effet :

- d'augmenter la valeur nette des immobilisations corporelles dans les actifs non financiers de 4 865 049 \$;
- de diminuer les passifs de 3 110 749 \$;
- d'augmenter l'investissement net dans les éléments d'actif à long terme à l'avoir des contribuables de 7 975 798 \$ ;

La modification de méthodes comptables concernant le périmètre comptable, les paiements de transfert, les dépenses reportées, les revenus reportés et les avantages sociaux futurs a été appliquée rétroactivement sans retraitements des chiffres des exercices antérieurs. Par conséquent, certains soldes de la fin de l'exercice précédent diffèrent des soldes retraités du début de l'exercice 2007. Ces différences sont les suivantes :

- le solde des fonds retraité au début de l'exercice 2007 à l'état des activités financières de fonctionnement et d'investissement diffère du solde des fonds à la fin de l'exercice 2006 à l'état de la situation financière d'un montant de 5 529 340 \$;
- à l'état de l'évolution de la situation financière, le solde des liquidités au début de l'exercice 2007 diffère du solde des liquidités à la fin de l'exercice 2006 d'un montant de 5 889 164 \$;
- le solde retraité du début de l'exercice à l'état du surplus (déficit) accumulé diffère du solde à la fin de l'exercice 2006 à l'état de la situation financière d'un montant de 1 085 222 \$;
- le solde retraité du début de l'exercice à l'état des réserves financières et fonds réservés diffère du solde à la fin de l'exercice 2006 à l'état de la situation financière d'un montant de 5 064 538 \$;
- à la note 11 sur les immobilisations corporelles, le solde de la valeur comptable nette au début de l'exercice diffère du solde des immobilisations corporelles à la fin de l'exercice 2006 à l'état de la situation financière d'un montant de 9 628 667 \$.
- De plus, la variation nette des éléments hors caisse à l'état de l'évolution de la situation financière ne correspond pas à la différence entre les soldes de 2007 et ceux de 2006 à l'état de la situation financière car les soldes de 2006 ne comprennent pas les soldes des organismes contrôlés dont il faut tenir compte pour établir la variation.

Le budget consolidé présenté à titre comparatif aux états financiers correspond au budget de la municipalité adopté par le conseil municipal et exclu les budgets des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants:			
Encaisse	1	6 266 555	432 841
Placements temporaires	2	589 519	
Placements à long terme (à des fins de trésorerie)	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	1 051 458	1 042 502
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	2 313 426	93 659
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	861 692	287 024
Organismes municipaux	8	855 995	540 854
Autres			
- contraventions et frais à recevoir	9	781 043	451 524
- DMI, avances aux employés, divers	10	1 804 675	1 148 589
	11	7 668 289	3 564 152
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	8 658	16 813
Organismes municipaux	13	259 563	
Autres tiers	14	1 940 811	
	15	2 209 032	16 813
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	315 402	128 633
<b>Note</b>			
<b>6. Stocks de fournitures</b>			
- Travaux publics	17	213 791	244 660
- Usine de filtration	18	13 680	38 533
-	19		
-	20		
	21	227 471	283 193
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007	2006
<b>7. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	22	280 263	
Dépenses reportées			
- Inventaire unités d'évaluation	23	90 031	105 031
- Dépenses électorales 2005	24		110 767
- Subvention maison de rêves	25		10 178
- Frais émission, équip. fibre	26	612 510	323 038
	27	982 804	549 014
<b>Note</b>			
<b>8. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	28	342 474	342 474
Immeubles industriels municipaux	29	471 209	377 500
Travaux en cours	30		
Autres	31		
	32	813 683	719 974
Présentées à titre d'autres actifs financiers	33		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste propriétés destinées à la revente	34	813 683	719 974
<b>Note</b>			
<b>9. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	35		
Prêts sur immeubles industriels municipaux	36		
Prêts à un fonds d'investissement	37		
Autres			
-	38		
-	39		
	40		
<b>Note</b>			
<b>10. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	41		
Placements à des fins de trésorerie	42		
	43		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<b>11. Immobilisations corporelles</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustements</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	44	7 593 303	72	742 335	99		126	8 335 638
Eaux usées	45	1 943 158	73	2 958 966	100		127	4 902 124
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	46	67 144 362	74	706 316	101		128	67 850 678
Autres	47	9 400 143	75	3 609 716	102		129	13 009 859
Réseau d'électricité	48		76		103		130	
Bâtiments	49	40 424 406	77	8 580 907	104		131	49 005 313
Améliorations locatives	50		78		105		132	
Véhicules	51	3 287 465	79	302 932	106	27 232	133	3 563 165
Ameublement et équipement de bureau	52	1 542 282	80	171 146	107	185	134	1 713 243
Machinerie, outillage et équipement divers	53	6 113 627	81	366 146	108	110	135	6 479 663
Terrains	54	5 858 280	82	172 601	109	9 534	136	6 021 347
Autres	55		83		110		137	
	56	<u>143 307 026</u>	84	<u>17 611 065</u>	111	<u>37 061</u>	138	<u>160 881 030</u>
Immobilisations en cours	57	<u>27 283 231</u>	85	<u>(620 520)</u>	112		139	<u>26 662 711</u>
	58	<u>170 590 257</u>	86	<u>16 990 545</u>	113	<u>37 061</u>	140	<u>187 543 741</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	59	2 483 086	87	210 888	114		141	2 693 974
Eaux usées	60	1 162 719	88	114 030	115		142	1 276 749
Chemin, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	61	23 876 696	89	2 133 488	116		143	26 010 184
Autres	62	3 434 725	90	484 401	117		144	3 919 126
Réseau d'électricité	63		91		118		145	
Bâtiments	64	18 833 978	92	1 097 569	119		146	19 931 547
Améliorations locatives	65		93		120		147	
Véhicules	66	1 663 333	94	209 315	121	27 027	148	1 845 621
Ameublement et équipement de bureau	67	1 224 230	95	127 331	122	185	149	1 351 376
Machinerie, outillage et équipement divers	68	5 206 622	96	237 749	123	110	150	5 444 261
Autres	69		97		124		151	
	70	<u>57 885 389</u>	98	<u>4 614 771</u>	125	<u>27 322</u>	152	<u>62 472 838</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	71	<u>112 704 868</u>					153	<u>125 070 903</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007	2006
<b>12. Crédoiteurs et frais courus</b>			
Fournisseurs	154	2 449 076	2 715 950
Salaires et retenues à la source	155	370 323	287 918
Dépôts et retenues de garantie	156	976 136	712 731
Gouvernement du Québec et ses entreprises	157	111 514	16 975
Gouvernement du Canada et ses entreprises	158	2 901	3 523
Organismes municipaux	159	634 246	431 205
Intérêts courus sur la dette à long terme	160	587 834	380 736
Autres courus et passifs	161	135 616	110 711
	162	5 267 646	4 659 749

**Note****13. Autres charges à payer**

Provision pour contestations d'évaluation	163	100 000	
Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	164		
Autres			
-	165		
-	166		
	167	100 000	

**Note****14. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	168		
Transferts	169	814 856	
Autres			
- Recettes reportées loisirs	170	55 107	101 850
- Surplus de la CARRA reporté	171	73 495	82 966
	172	943 458	184 816

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>15. Dette à long terme</b>			
Obligations et billets			
Monnaie canadienne	173	57 991 419	33 823 000
Monnaies étrangères	174		
Taux d'intérêt			
Variant de           à           %,			
Échéant de       à			
Autres dettes à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	175		
Organismes municipaux	176		
Autres	177	20 465	
Dettes en cours de refinancement	178		
	179	58 011 884	33 823 000
La répartition de la dette à long terme s'établit de la façon suivante :			
Sommes accumulées			
Surplus accumulés affectés	180		
Fonds réservés			
- Fonds d'amortissement	181	5 730 457	
-	182		
-	183		
	184	5 730 457	
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	185	8 658	16 813
Organismes municipaux	186	259 563	
Autres tiers	187	1 940 811	
Montant à la charge			
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	188	11 576 765	6 442 311
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	189	38 495 630	27 363 876
De la municipalité	190		
	191	58 011 884	33 823 000

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

		<b>Obligations et billets</b>		<b>Autres dettes à long terme</b>		<b>Total</b>
2008	192	3 887 981	197	6 602	202	3 894 583
2009	193	3 621 383	198	7 026	203	3 628 409
2010	194	3 045 152	199	6 837	204	3 051 989
2011	195	3 070 212	200		205	3 070 212
2012	196	2 937 011	201		206	2 937 011

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>16. Surplus accumulé affecté</b>			
- Transport en commun	207	143 677	143 677
- Immobilisations	208	437 238	194 379
-	209		
-	210		
-	211		
-	212		
-	213		
-	214		
-	215		
-	216		
	217	580 915	338 056

**Note****17. Financement à long terme des activités de fonctionnement**

Le financement à long terme des activités de fonctionnement concerne les frais d'émission d'obligations. Le solde au 31 décembre 2007 est de 426 020 \$ (211 444 \$ en 2006).

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007	2006
<b>18. Investissement net dans les éléments d'actif à long terme</b>			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles	218	125 070 903	103 076 201
Propriétés destinées à la revente	219	813 683	719 974
Prêts	220		
Placements à titre d'investissement	221		
Participations dans des entreprises municipales	222		
	223	125 884 586	103 796 175
Éléments de passif			
Dette à long terme	224	58 011 884	33 823 000
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	225	( 2 209 032 )	( 16 813 )
Dette n'affectant pas l'investissement net	226	( )	( )
	227	55 802 852	33 806 187
Autres	228	(51 207)	
	229	55 751 645	33 806 187
	230	70 132 941	69 989 988

**Note****19. Transferts**

Gouvernement du Québec	231	2 557 022	208 323
Gouvernement du Canada	232	423	15 045
	233	2 557 445	223 368

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**20. Avantages sociaux futurs**

	<u>Section de la note</u>		<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>				
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	A	234	(97 309)	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	B	235	(144 754)	
Actif (passif) net présenté à la fin de l'exercice		236	<u>(242 063)</u>	
<b>Dépense de fonctionnement</b>				
Régimes à prestations déterminées capitalisés	A	237	406 088	431 600
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	B	238	15 700	
Régimes de retraite à cotisations déterminées	C	239		
Autres régimes (REER et autres)	D	240	1 058	
Régimes de retraite des élus municipaux	E	241	<u>34 532</u>	<u>29 718</u>
		242	<u>457 378</u>	<u>461 318</u>

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite capitalisés	Régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	243 <u>2</u>	244 <u></u>	245 <u></u>

**Description des régimes et autres renseignements tels la formule de prestations, les politiques de capitalisation et de placement et les modifications/événements survenus au cours de l'exercice**

RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA VILLE DE CANDIAC

La ville de Candiac parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif.

Les cotisations salariales des participants cols blancs et cols bleus s'élèvent à 6.0 % du salaire en 2007 et à 6.5 % du salaire à compter de 2008. Les cotisations salariales des participants cadres s'élèvent à 7.65 % du salaire. Les cotisations annuelles totales (cotisations pour le service courant et cotisations pour le financement du déficit actuariel, s'il y a lieu) de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants plus 0.75 % des salaires des participants.

La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère correspond à la somme des éléments suivants :

Pour le service en tant que col blanc ou col bleu :

- Rente assurée par un assureur pour la participation avant le 1er janvier 1988;
- Rente accumulée pour le service du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1994;
- 2% du salaire de chaque année de participation depuis le 1er janvier 1995.

Pour le service en tant que cadre:

- Rente assurée par un assureur pour la participation avant le 1er janvier 1988;
- Rente accumulée pour le service du 1er janvier 1988 au 31 décembre 1994;
- 2% du salaire final multiplié par le nombre d'année de participation depuis le 1er janvier 1995.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

Le salaire final correspond à la moyenne des trois meilleurs salaires annuels avant la retraite.

De plus, la prestation de retraite viagère pour la participation en tant que col blanc ou col bleu depuis le 1er janvier 1988 est indexée annuellement après la retraite selon l'augmentation annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) réduit de 2.0 %, jusqu'à concurrence d'un maximum annuel de 4.0%.

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA RÉGIE DE POLICE ROUSSILLON**

La Régie intermunicipale de police Roussillon parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif.

Les cotisations salariales des participants cols blancs s'élèvent à 7.5 % du salaire alors que les cotisations salariales des participants policiers et cadres s'élèvent à 9.0 % du salaire. Les cotisations annuelles totales (cotisations pour le service courant et cotisations pour le financement du déficit actuariel, s'il y a lieu) de la Régie ne peuvent être inférieures à 12% des salaires pour les policiers et à 7.5 % des salaires pour les employés civils.

La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère correspond à la somme des éléments suivants :

**Pour les policiers qui participaient au présent régime en date du 31 décembre 2003:**

- 2% du salaire au 31 décembre 1995 multiplié par le nombre d'année de participation au 31 décembre 1995;
- 2% du salaire de l'année pour chaque année de participation du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1998;
- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation à compter du 1er janvier 1999.

**Pour les autres policiers:**

- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation.

Pour les participants policiers actifs du régime Roussillon au 1er janvier 1999, la rente normale relativement au service antérieur au 1er janvier 1999 est augmentée de 5.2% au 1er janvier 2004 et une rente de 2% du salaire de 1995 est reconnue pour une période antérieure à l'adhésion sans excéder 6 mois.

Pour les participants policiers actifs du régime Roussillon au 1er janvier 1999 qui ont pris leur retraite avant le 1er janvier 2004, un ajustement est accordé au 1er janvier 2004 correspondant à la rente additionnelle qui aurait été versée si une telle amélioration avait été accordée au moment de sa retraite.

**Pour les employés civils:**

- 1.5% du salaire gagné de 1990 multiplié par le nombre d'année de participation au régime avant le 1er janvier 1990;
- 50% des cotisations versées par le participant pour les années de participation du 1er janvier 1990 au 31 décembre 1993;
- Le maximum entre 50% des cotisations versées par le participant en 1994 et 2% du salaire de 1994;
- 2% du salaire de l'année pour chaque année de participation du 1er janvier 1995 au 31 décembre 2006;
- 2% du salaire final moyen des trois années les mieux rémunérées multiplié par le nombre d'année de participation à compter du 1er janvier 2007.

De plus, la prestation de retraite viagère pour la participation est indexée annuellement tel que prévu au règlement du régime pour les participants suivants :

- Policiers participants au régime de retraite des policiers syndiqués de la Ville de La

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

Prairie en date du 31 décembre 2003

- Rentes relatives au service à compter du 1er janvier 2004 pour les policiers participants au présent régime en date du 31 décembre 2003;
- Rentes relatives au service à compter du 1er janvier 1988 pour les employés civils.

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	246 (212 719)	
Dépense de fonctionnement	247 406 088	431 600
Cotisations versées par l'employeur	248 521 498	431 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	249 <u>(97 309)</u>	
<b>Situation actuarielle aux fins de comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	250 9 500 028	5 934 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	251 ( <u>10 028 441</u> )	( <u>6 199 000</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	252 (528 413)	(265 000)
Pertes (gains) actuariels non amortis	253 431 104	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	254 (97 309)	
Provision pour moins-value (s'il y a lieu en cas d'actif)	255 ( )	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	256 <u>(97 309)</u>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	257	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	258	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	259 (	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	260 (	
<b>Dépense de fonctionnement</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	261	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	262	
Cotisations salariales des employés	263	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	264 (	(
Amortissement des pertes (gains) actuariels	265 (	
Pertes (gains) actuariels constatés lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	266	
Pertes (gains) nets découlant d'une compression de régime	267	
Pertes (gains) nets découlant d'un règlement de régime	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
Autres :		
-	270	
-	271	
Dépenses de fonctionnement excluant les intérêts	272	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	273	
Rendement espéré des actifs	274 (	
Dépense d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	275	
Dépense de fonctionnement de l'exercice	276	
<b>Conciliation de la valeur des actifs</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice précédent	277	
Cotisations totales versées aux régimes au cours de l'exercice	278	
Prestations versées au cours de l'exercice	279 (	
Règlement au cours de l'exercice	280 (	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	281	
Valeur espérée des actifs à la fin de l'exercice	282	
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur le rendement des actifs	283	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	284	
<b>Conciliation de la valeur des obligations au titre des prestations constituées</b>		
Valeur des obligations à la fin de l'exercice précédent	285 (	
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	286 (	
Réduction (augmentation) des obligations suite à une modification de régime	287	
Prestations versées au cours de l'exercice	288	
Réduction (augmentation) des obligations suite à une compression	289	
Réduction (augmentation) des obligations suite à un règlement	290	
Intérêts débiteurs sur les obligations	291 (	
Valeur espérée des obligations à la fin de l'exercice	292 (	
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur les obligations	293	
Valeur des obligations à la fin de l'exercice	294 (	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Conciliation des gains (pertes) actuariels non amortis</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	297 15 471	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	298 ( 562 284 )	
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur le rendement des actifs	299 (546 813)	
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	300	
Gains (pertes) survenus dans l'exercice	301 (546 813)	
Amortissement des pertes (gains)	302 115 709	
Pertes (gains) constatés lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	303	
Pertes (gains) constatés lors du règlement ou de la compression de régime au cours de l'exercice	304	
Variation au cours de l'exercice des gains (pertes) non amortis	305 (431 104)	
Gains (pertes) non amortis au début de l'exercice	306	
Gains (pertes) non amortis à la fin de l'exercice	307 (431 104)	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	308 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	309 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin de l'exercice)	310 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	311 2,75 %	2,75 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin de l'exercice)	312 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin de l'exercice)	313 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	314	
Autres hypothèses économiques :		
-	315	
-	316	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite non capitalisés	Régimes d'avantages complémentaires de retraite non capitalisés	Autres avantages sociaux futurs non capitalisés
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	317	318	319 1

**Description des régimes et autres renseignements tels la formule de prestations et les modifications/événements survenus au cours de l'exercice**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	320 ( 132 508 )	
Dépense de fonctionnement	321 15 700	
Prestations ou primes versées par l'employeur	322 3 454	
Passif à la fin de l'exercice	323 ( 144 754 )	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	324 ( 139 887 )	( )
Pertes (gains) actuariels non amortis	325 ( 4 867 )	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	326 ( 144 754 )	
<b>Dépense de fonctionnement</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	327 9 106	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	328	
	329 9 106	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	330 ( )	
	331 9 106	
Amortissement des pertes (gains) actuariels	332	
Pertes (gains) actuariels constatés lors d'une modification de régime	333	
Pertes (gains) nets découlant d'une compression de régime	334	
Pertes (gains) nets découlant d'un règlement de régime	335	
Autres :		
-	336	
-	337	
Dépenses de fonctionnement excluant les intérêts	338 9 106	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	339 6 594	
Dépense de fonctionnement de l'exercice	340 15 700	
<b>Conciliation de la valeur des obligations au titre des prestations constituées</b>		
Valeur des obligations à la fin de l'exercice précédent	341 ( 132 508 )	
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	342 ( 9 106 )	
Réduction (augmentation) des obligations suite à une modification de régime	343	
Prestations ou primes versées au cours de l'exercice	344 3 454	
Réduction (augmentation) des obligations suite à une compression	345	
Réduction (augmentation) des obligations suite à un règlement	346	
Intérêts débiteurs sur les obligations	347 ( 6 594 )	
Valeur espérée des obligations à la fin de l'exercice	348 ( 144 754 )	
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur les obligations	349 4 867	
Valeur des obligations à la fin de l'exercice	350 ( 139 887 )	
<b>Conciliation des gains (pertes) actuariels non amortis</b>		
Gain (perte) survenu dans l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	351 4 867	
Gains (pertes) survenus dans l'exercice	352 4 867	
Amortissement des pertes (gains)	353	
Pertes (gains) constatés lors d'une modification de régime	354	
Pertes (gains) constatés lors du règlement ou de la compression de régime au cours de l'exercice	355	
Variation au cours de l'exercice des gains (pertes) non amortis	356 4 867	
Gains (pertes) non amortis au début de l'exercice	357	
Gains (pertes) non amortis à la fin de l'exercice	358 4 867	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	359 <u>4,74</u> %	_____ %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	360 <u>3,50</u> %	_____ %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	361 <u>2,50</u> %	_____ %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	362 <u>,00</u> %	_____ %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	363 <u>,00</u> %	_____ %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	364 _____	_____
Autres hypothèses économiques :		
-	365 _____	_____
-	366 _____	_____

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 367 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Dépense de fonctionnement</b>		
Cotisations de l'employeur	368 _____	_____

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 369 \_\_\_\_\_ 1

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Dépense de fonctionnement</b>		
Cotisations de l'employeur	370 <u>1 058</u>	_____

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

371  Oui  
372  Non

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	373 <u>7</u>	_____ 7

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	374	<u>7 215</u>	<u>6 073</u>
<b>Dépense de fonctionnement</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	375	24 313	20 466
Contributions de l'employeur à titre de participation au Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM)	376	<u>10 219</u>	<u>9 252</u>
	377	<u>34 532</u>	<u>29 718</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007****21. Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement de 2 108 566 \$ utilisé principalement pour financer des biens en capital. Les emprunts effectués sur ce fonds doivent être remboursés sur une période maximale de dix ans.

Au 31 décembre, le montant engagé est de 1 828 757 \$. Ce montant sera remboursé aux cours des prochains exercices.

**22. Engagements contractuels**

Les municipalités membres de la M.R.C. Roussillon ont conclu une entente sur la gestion des matières résiduelles, autorisant celle-ci à prolonger le système de gestion des déchets sur leur territoire et ce jusqu'au 30 novembre 2009.

Les municipalités de Cadiac et Delson ont conclu, en avril 2000, une entente de regroupement de leurs services de protection des incendies respectifs et ce jusqu'en 2010. Chaque partie contribue aux dépenses pour les immobilisations et au coût d'exploitation du Service intermunicipal de protection des incendies Cadiac/Delson pour 50% au prorata de la population et pour 50% au prorata de l'évaluation totale des municipalités.

La Ville a établi un programme de revitalisation pour un secteur particulier en offrant un programme de crédit de taxes pour certains travaux de construction ou de rénovation. Ce programme est en vigueur du 1er mars 2000 au 31 décembre 2008. Une somme de 227 018 \$ fût créditée en 2007.

En vertu de protocoles d'entente de fourniture d'eau potable, la ville dessert les municipalités de Delson, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu de La Prairie et Saint-Philippe en fonction de leur consommation respective.

La Ville est engagée via le Conseil intermunicipal de transport Le Richelain :

- Au près d'un transporteur, à verser annuellement une somme approximative de 1 025 000 \$ au cours des neuf prochains exercices.
- Au près d'un gestionnaire, à verser une somme approximative de 66 000 \$ au cours des trois prochains exercices.

La Ville est engagée via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie, la Régie intermunicipale de Police Roussillon et TARSO inc. dans plusieurs contrats pour une somme approximative de 260 100 \$ dont 216 900 \$ exigible en 2008.

**23. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

La Ville cautionne la marge de crédit de la société "Centre Sportif Cadiac" pour un montant maximal de 49 900 \$. La Ville cautionne également pour cette même société le bail conclut avec la société Canlan Icesports Group concernant la location de l'aréna d'une valeur de 500 000 \$ par année, échéant le 31 décembre 2012.

**b) Auto-assurance**

En matière d'assurance, la Ville couvre les risques par un portefeuille d'assurances générales. La Ville ne pratique pas l'auto-assurance.

**c) Poursuites**

S/O

**d) Autres**

GRIEFS :

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant, un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**24. Autres notes**

EMPRUNT TEMPORAIRE :

La Ville et les organismes inclus dans son périmètre comptable dispose de marges de crédit :

- Pour un montant autorisé totalisant de 3 000 000 \$ pour les activités financières et un montant autorisé de 20 000 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.90 % et renouvelable le 31 août 2008.
- Pour un montant autorisé totalisant de 189 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel.
- Pour un montant autorisé totalisant de 157 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0.15%.

## ANNEXE A

**DÉPENSES CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	2007						2006
	Dépenses de fonctionnement		Dépenses d'immobilisations		Total		
<b>Rémunération</b>							
Élus	1	200 643			43	200 643	187 403
Employés	2	6 879 669	27		44	6 879 669	4 652 449
<b>Cotisations de l'employeur</b>							
Élus	3	51 635			45	51 635	43 652
Employés	4	1 432 500	28		46	1 432 500	1 093 983
<b>Transport et communication</b>							
	5	503 142	29		47	503 142	567 100
<b>Services professionnels, techniques et autres</b>							
Honoraires professionnels	6	586 213	30	1 038 725	48	1 624 938	1 076 916
Services techniques	7	3 012 371	31		49	3 012 371	1 585 335
Autres	8	809 535	32		50	809 535	471 990
<b>Location, entretien et réparation</b>							
Location	9	563 486	33		51	563 486	539 618
Entretien et réparation	10	2 395 445			52	2 395 445	1 324 907
<b>Biens durables</b>							
Travaux de construction	11		34	14 621 035	53	14 621 035	8 456 904
Autres biens durables	12	44 219	35	770 144	54	814 363	1 635 808
<b>Biens non durables</b>							
Fournitures de services publics	13	1 321 293			55	1 321 293	947 254
Autres biens non durables	14	1 395 184			56	1 395 184	1 196 437
<b>Frais de financement</b>							
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge							
De l'organisme municipal	15	1 805 287			57	1 805 287	1 114 652
D'autres organismes municipaux	16	27 999			58	27 999	
Des gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises	17	713 538			59	713 538	4 216
D'autres tiers	18				60		
Autres frais de financement	19	201 129	36	560 641	61	761 770	913 761
<b>Contributions à des organismes</b>							
Organismes municipaux							
Quotes-parts	20	512 201			62	512 201	3 745 799
Autres	21		37		63		
Organismes gouvernementaux	22	361 250	38		64	361 250	
Autres organismes	23	100 530	39		65	100 530	13 393
<b>Autres objets</b>							
Créances douteuses ou irrécouvrables	24	229 318	40		66	229 318	
Autres	25	117 205	41		67	117 205	273 938
	26	23 263 792	42	16 990 545	68	40 254 337	29 845 515

**DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

**A) OBLIGATIONS ET BILLETS**

Émission					Solde		
Date	Description	Montant	Taux d'intérêt	Échéance	2007	2006	
<b>MONNAIE CANADIENNE</b>							
2002-07-23	Candiac	4 465 000	4,8	2007		3 055 000	
2003-03-11	Candiac	7 725 000	4	2008	6 250 000	6 643 000	
2004-07-13	Candiac	3 924 000	3,65	2009	2 949 000	3 287 000	
2005-03-11	Candiac	3 326 000	2,65	2010	3 024 000	3 178 000	
2005-06-03	Candiac	2 787 000	2,65	2010	2 332 000	2 564 000	
2006-07-21	Candiac	1 423 000	4,25	2011	1 263 000	1 423 000	
2006-10-20	Candiac	11 458 000	3,8	2016	11 032 000	11 458 000	
2006-12-12	Candiac	2 215 000	3,8	2011	2 087 000	2 215 000	
2007-07-24	Candiac	11 121 000	4,25	2017	11 121 000		
2007-11-05	Candiac	9 282 000	4,35	2012	9 282 000		
1998-09-01	RAEBL	1 383 500	11,25	2008	1 383 500		
1988-09-26	RAEBL	1 383 500	11,5	2008	1 383 500		
1989-07-04	RAEBL	4 150 500	10,63	2009	4 150 500		
2005-05-03	RAEBL	402 599	3,76	2010	250 968		
2006-06-29	RAEBL	470 667	4,47	2011	385 166		
2003-12-01	RAEBL	549 526	4,11	2008	118 704		
2004-12-07	RAEBL	464 303	3,94	2009	197 564		
2006-09-27	RAEBL	74 322	4,5	2011	60 929		
2004-03-25	Police Roussillon	718 432	3,35	2009	644 799		
2004-10-20	Police Roussillon	78 731	4,32	2009	71 027		
2004-11-17	Police Roussillon	5 264	6	2009	4 762		
					<b>1</b>	<b>57 991 419 4</b>	<b>33 823 000</b>

Organisme CandiacCode géographique 67020

ANNEXE B

**DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

## A) OBLIGATIONS ET BILLETS

<u>Émission</u>					<u>Solde</u>	
<u>Date</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>

## MONNAIES ÉTRANGÈRES

Variation - monnaies étrangères

	<u>2</u>	<u>5</u>
	3	6
	57 991 419	33 823 000

## ANNEXE B (suite)

**DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

**B) AUTRES DETTES À LONG TERME**

<u>Émission</u>					<u>Solde</u>	
<u>Date</u>	<u>Description</u>	<u>Montant</u>	<u>Taux d'intérêt</u>	<u>Échéance</u>	<u>2007</u>	<u>2006</u>
<b>MONNAIE CANADIENNE</b>						
	Emprunt à terme - TARSO		6,25	2010	20 465	
					<u>1</u>	<u>20 465 4</u>
<b>MONNAIES ÉTRANGÈRES</b>						
Variation - monnaies étrangères					<u>2</u>	<u>5</u>
					<u>3</u>	<u>20 465 6</u>

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>Secteurs</b>		<b>Ensemble</b>		<b>Total</b>
Dette à long terme (note 15)	1	11 576 765	18	46 435 119	35	58 011 884
<b>Déduire</b>						
Sommes accumulées pour le remboursement de la dette à long terme	2		19	5 730 457	36	5 730 457
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	3		20	2 209 032	37	2 209 032
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	4	240 814	21	181 109	38	421 923
Autres						
-	5		22		39	
-	6		23		40	
<b>Ajouter</b>						
Activités d'investissement à financer	7	7 451 152	24	2 707 796	41	10 158 948
Activités de fonctionnement à financer	8		25		42	
Autres						
-	9		26		43	
-	10		27		44	
<b>Endettement net à long terme</b>	11	18 787 103	28	41 022 317	45	59 809 420
<b>Quote-part dans la dette nette à long terme d'autres organismes</b>						
Municipalité régionale de comté	12		29		46	
Communauté métropolitaine	13		30		47	
Autres organismes	14		31		48	
	15		32		49	
<b>Endettement total net à long terme</b>	16	18 787 103	33	41 022 317	50	59 809 420
<b>Réseau d'électricité (inclus ci-dessus)</b>	17		34		51	

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

		Administration municipale		Organismes contrôlés		Éliminations		Consolidé
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>								
Encaisse	1	3 011 741	31	6 131 250	61		91	9 142 991
Placements temporaires	2		32	589 519	62		92	589 519
Débiteurs	3	4 727 222	33	2 995 752	63	54 685	93	7 668 289
Prêts	4		34		64		94	
Placements à long terme	5		35		65		95	
Participations dans des entreprises municipales	6		36		66		96	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	7		37		67		97	
Autres actifs financiers	8		38		68		98	
	9	7 738 963	39	9 716 521	69	54 685	99	17 400 799
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>								
Immobilisations corporelles	10	115 951 919	40	9 118 984	70		100	125 070 903
Propriétés destinées à la revente	11	813 683	41		71		101	813 683
Stocks de fournitures	12	227 471	42		72		102	227 471
Autres actifs non financiers	13	880 876	43	101 928	73		103	982 804
	14	117 873 949	44	9 220 912	74		104	127 094 861
	15	125 612 912	45	18 937 433	75	54 685	105	144 495 660
<b>PASSIFS</b>								
Découvert bancaire	16		46	5 432	76		106	5 432
Emprunts temporaires	17	8 778 639	47	8 112	77		107	8 786 751
Créditeurs et frais courus	18	4 763 602	48	558 729	78	54 685	108	5 267 646
Revenus reportés	19	943 458	49		79		109	943 458
Dette à long terme	20	49 340 000	50	8 671 884	80		110	58 011 884
Passif au titre des avantages sociaux futurs	21	170 000	51	72 063	81		111	242 063
Autres charges à payer	22	100 000	52		82		112	100 000
	23	64 095 699	53	9 316 220	83	54 685	113	73 357 234
<b>AVOIR DES CONTRIBUABLES</b>								
Surplus (déficit) accumulé	24	2 335 194	54	1 221 178	84		114	3 556 372
Réserves financières et fonds réservés	25	(7 871 735)	55	5 778 640	85		115	(2 093 095)
Montants à pourvoir dans le futur	26	(380 506)	56	(77 286)	86		116	(457 792)
	27	(5 917 047)	57	6 922 532	87		117	1 005 485
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	28	67 434 260	58	2 698 681	88		118	70 132 941
	29	61 517 213	59	9 621 213	89		119	71 138 426
	30	125 612 912	60	18 937 433	90	54 685	120	144 495 660

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT À DES FINS BUDGÉTAIRES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		Administration municipale		Organismes contrôlés		Éliminations		Total
<b>Revenus</b>								
Taxes	1	17 803 711			62		94	17 803 711
Paiements tenant lieu de taxes	2	236 125			63		95	236 125
Quotes-parts	3		33	3 401 418	64	3 401 418	96	
Transferts	4	172 241	34	2 385 204	65		97	2 557 445
Services rendus	5	3 715 198	35	1 723 254	66		98	5 438 452
Imposition de droits	6	2 374 825	36		67		99	2 374 825
Amendes et pénalités	7	324 539	37	344 330	68		100	668 869
Intérêts	8	368 995	38	56 968	69		101	425 963
Autres revenus	9	430 153	39	111 101	70		102	541 254
	10	25 425 787	40	8 022 275	71	3 401 418	103	30 046 644
<b>Dépenses de fonctionnement</b>								
Administration générale	11	3 371 333	41	312 874	72	312 874	104	3 371 333
Sécurité publique	12	2 916 417	42	2 006 039	73	1 836 763	105	3 085 693
Transport	13	3 007 266	43	1 567 542	74	112 591	106	4 462 217
Hygiène du milieu	14	4 707 772	44	1 563 690	75	1 139 190	107	5 132 272
Santé et bien-être	15		45		76		108	
Aménagement, urbanisme et développement	16	990 148	46		77		109	990 148
Loisirs et culture	17	3 474 176	47		78		110	3 474 176
Réseau d'électricité	18				79		111	
Frais de financement	19	1 894 123	48	853 830	80		112	2 747 953
	20	20 361 235	49	6 303 975	81	3 401 418	113	23 263 792
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	21	5 064 552	50	1 718 300	82		114	6 782 852
<b>Conciliation à des fins budgétaires</b>								
<b>Financement</b>								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22	15 562	51		83		115	15 562
Remboursement de la dette à long terme	23 (	2 248 645 )	52 (	779 231 )	84 (		116 (	3 027 876 )
	24	(2 233 083)	53	(779 231)	85		117	(3 012 314)
<b>Affectations</b>								
Activités d'investissement	25 (	454 874 )	54 (	29 329 )	86 (		118 (	484 203 )
Surplus (déficit) accumulé non affecté	26	20 000	55		87		119	20 000
Surplus accumulé affecté	27	(58 495)	56	60 309	88		120	1 814
Réserves financières et fonds réservés	28	(616 898)	57	(661 506)	89		121	(1 278 404)
Montants à pourvoir dans le futur	29	(36 576)	58	(7 518)	90		122	(44 094)
	30	(1 146 843)	59	(638 044)	91		123	(1 784 887)
	31	(3 379 926)	60	(1 417 275)	92		124	(4 797 201)
<b>Surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires</b>	32	1 684 626	61	301 025	93		125	1 985 651

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
DÉPENSES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	Administration municipale				Organismes contrôlés				Éliminations	Total
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations		
<b>Rémunération</b>										
Elus	1	193 136		24	7 507		47	61	200 643	
Employés	2	5 287 505	15	25	1 592 164	38	48	62	6 879 669	
<b>Cotisations de l'employeur</b>										
Elus	3	50 834		26	801		49	63	51 635	
Employés	4	1 081 287	16	27	351 213	39	50	64	1 432 500	
<b>Transport et communication</b>	5	481 869	17	28	21 273	40	51	65	503 142	
<b>Services professionnels, techniques et autres</b>										
Honoraires professionnels	6	553 969	18	1 038 725	29	32 244	41	52	1 624 938	
Services techniques	7	1 471 342	19	30	1 541 029	42	53	67	3 012 371	
Autres	8	531 854	20	31	277 681	43	54	68	809 535	
<b>Location, entretien et réparation</b>										
Location	9	555 093	21	32	8 393	44	55	69	563 486	
Entretien et réparation	10	1 246 344		33	1 149 101		56	70	2 395 445	
<b>Biens durables</b>										
Travaux de construction	11		22	14 620 138	34		45	897	57	14 621 035
Autres biens durables	12	43 791	23	706 709	35	428	46	63 435	58	814 363
<b>Biens non durables</b>										
Fournitures de services publics	13	1 017 393		36	303 900		59	73	1 321 293	
Autres biens non durables	14	1 248 633		37	146 551		60	74	1 395 184	

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
DÉPENSES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>Administration municipale</u>				<u>Organismes contrôlés</u>				Éliminations	Total		
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations				
<b>Frais de financement</b>												
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge												
De l'organisme municipal	1	1 695 935		20	109 352		39	51	1 805 287			
D'autres organismes municipaux	2			21	27 999		40	52	27 999			
Des gouvernements du Québec et du Canada et de leurs entreprises	3			22	713 538		41	53	713 538			
D'autres tiers	4			23			42	54				
Autres frais de financement	5	198 188	13	560 641	24	2 941	32	43	761 770			
<b>Contributions à des organismes</b>												
Organismes municipaux												
Quotes-parts	6	512 201		25			44	56	512 201			
Autres	7	3 399 527	14		1 891	33	45	57	3 401 418			
Organismes gouvernementaux	8	349 599	15		11 651	34	46	58	361 250			
Autres organismes	9	100 530	16			35	47	59	100 530			
<b>Autres objets</b>												
Créances douteuses ou irrécouvrables	10	225 000	17		4 318	36	48	60	229 318			
Autres	11	117 205	18			37	49	61	117 205			
	12	20 361 235	19	16 926 213	31	6 303 975	38	64 332	50	3 401 418	62	40 254 337

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS VÉRIFIÉS**

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTERNE  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Conformément à l'article 108.2 de la Loi sur les cités et villes, nous avons procédé à une vérification visant à déterminer si, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, le taux global de taxation réel de la ville de Candiac est conforme aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale portant sur le taux global de taxation. La responsabilité du respect de ces exigences légales incombe à la direction de la municipalité. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le respect de ces exigences légales en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que la municipalité a respecté les dispositions légales mentionnées ci-dessus. Ce type de vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui du respect des dispositions légales en cause. Elle comprend également l'appréciation du respect général des dispositions légales en cause, ainsi que l'évaluation, le cas échéant, des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction.

À notre avis, le taux global de taxation réel de la ville de Candiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 est établi, à tous les égards importants, conformément aux dispositions législatives précitées.

NOM DU VÉRIFICATEUR EXTERNE Lefavre Labrèche Gagné SENCRL CA

LIEU Saint-Rémi

DATE 2008-04-07

SIGNATURE \_\_\_\_\_

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48

Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>18 073 066</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
a) Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	227 018
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM <sup>1</sup>	4	
c) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
d) Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
e) Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
f) Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>227 018</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u>17 846 048</u>

<sup>1</sup>. Régime d'impôt foncier avec taux variés.



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>**

---

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle ou ajustée au 1 <sup>er</sup> janvier 2007 <sup>1, 2</sup>	1 <u>1 531 531 700</u>
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle ou ajustée au 31 décembre 2007 <sup>1, 2</sup>	2 <u>1 630 164 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 580 847 950</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>15 949 850</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 580 847 950</u>

**Taux global de taxation réel de 2007**

(ligne 4 ÷ ligne 5) x 100 \$

6 1 , 0089 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2007 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2007 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, il s'agit de l'évaluation ajustée.

2. Tient compte de toute modification qui a un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON VÉRIFIÉS**

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

TAXES	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	13 548 163	14 339 257
Taxes spéciales pour le service de la dette	2		13 241 003
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement <sup>3</sup>			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales pour le service de la dette	5		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement <sup>6</sup>			
Taxes spéciales pour les activités d'investissement	7	42 337	
Autres	8		
	9	13 548 163	14 381 594
			13 241 003
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	2 249 960	1 716 804
Égout	11		1 726 775
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	1 231 277	1 020 920
Autres (préciser)			971 164
-	14		
-	15		
-	16		
Service de la dette	17	1 850 000	726 730
Activités de fonctionnement	18		759 068
Activités d'investissement	19		
	20	5 331 237	3 464 454
			3 457 007
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	21		
Autres	22		
	23		
	24	18 879 400	17 846 048
			16 698 010

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<b>PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>2007</b>		<b>2006</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	1	29 690	36 971
Taxes d'affaires	2		38 104
Autres taxes, compensations et tarification	3	310	703
Compensations pour les terres publiques	4		
	5	30 000	37 674
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	6	38 000	44 096
Cégeps et universités	7		41 773
Écoles primaires et secondaires	8	94 800	154 355
	9	132 800	198 451
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	10		
Taxes d'affaires	11		
Autres taxes, compensations et tarification	12		
Biens culturels classés	13		
	14		
	15	162 800	236 125
			234 939
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	16		
Taxes d'affaires	17		
Autres taxes, compensations et tarification	18		
	19		
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	20		
Autres taxes, compensations et tarification	21		
	22		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	23		
Autres	24		
	25		
	26	162 800	236 125
			234 939

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

TRANSFERTS	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS INCONDITIONNELS</b>			
Regroupement municipal (PAFREM)	1		
Compensation pour TGE - FSFAL	2		
Péréquation	3		
Villes-centres	4		
Réorganisation municipale	5		
Neutralité	6		
Diversification des revenus	7		80 178
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	8	90 471	
Programme d'aide financière aux MRC	9		
Autres	10	711	
	11	91 182	80 178
<b>TRANSFERTS CONDITIONNELS</b>			
Administration générale	12		
Sécurité publique			
Police	13	4 019	
Sécurité incendie	14		
Sécurité civile	15		
Autres	16		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	17	11 600	103 815
Enlèvement de la neige	18		
Autres	19		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	20	393 550	
Transport adapté	21	55 878	
Transport scolaire	22		
Autres	23		
Transport aérien	24		
Transport par eau	25		
Autres	26		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27		
Réseau de distribution de l'eau potable	28		
Traitement des eaux usées	29	1 931 046	
Réseaux d'égout	30		
Matières résiduelles	31		
Cours d'eau	32		
Protection de l'environnement	33		
Autres	34		

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

TRANSFERTS		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>TRANSFERTS CONDITIONNELS (SUITE)</b>				
Santé et bien-être				
Logement social	1			
Sécurité du revenu	2			
Autres	3			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	4			
Rénovation urbaine	5		192	1 530
Promotion et développement économique	6			
Autres	7			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	8	9 200	423	15 045
Activités culturelles				
Bibliothèques	9	25 000	34 800	22 800
Autres	10			
Réseau d'électricité	11			
	12	45 800	2 466 263	143 190
<b>Total des transferts</b>	13	45 800	2 557 445	223 368

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

SERVICES RENDUS	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Évaluation	1		
Autres	2	87 500	160 612
	3	87 500	160 612
Sécurité publique			
Police	4	24 200	14 130
Sécurité incendie	5	221 000	263 229
Sécurité civile	6		
Autres	7		
	8	245 200	277 359
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	9	3 300	3 380
Enlèvement de la neige	10		
Autres	11		
Transport collectif	12		143 677
Autres	13		
	14	3 300	147 057
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15	2 057 000	2 193 803
Réseau de distribution de l'eau potable	16		
Traitement des eaux usées	17		
Réseaux d'égout	18		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques	19		
Matières secondaires	20		
Autres	21		
Cours d'eau	22		
Protection de l'environnement	23		
Autres	24		
	25	2 057 000	2 257 057
Santé et bien-être			
Logement social	26		
Autres	27		
	28		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	29		
Rénovation urbaine	30		
Promotion et développement économique	31		
Autres	32		
	33		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	34		
Activités culturelles			
Bibliothèques	35		
Autres	36		
	37		
Réseau d'électricité	38		

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<b>SERVICES RENDUS</b> (suite)	<b>2007</b>		<b>2006</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b> (suite)			
Service de la dette et autres frais de financement			
Service de la dette			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme	1	21 500	8 324
Remboursement de la dette à long terme	2		13 310
Autres frais de financement	3		
	4	21 500	21 634
	5	2 414 500	2 668 026
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
Administration générale	6	62 300	178 758
Sécurité publique	7	5 000	55 214
Transport			
Réseau routier	8	6 000	1 690
Transport collectif			
Transport en commun			
Contributions des usagers			
Transport régulier	9		857 206
Transport adapté	10		12 463
Transport scolaire	11		
Autres revenus de transport collectif	12		
Autres	13		
Hygiène du milieu	14	20 000	836 234
Santé et bien-être	15		
Aménagement, urbanisme et développement	16	10 000	58 785
Loisirs et culture	17	412 500	770 077
Réseau d'électricité	18		
	19	515 800	2 770 427
<b>Total des services rendus</b>	20	2 930 300	5 438 453
			3 661 509

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	1	83 500	293 310	141 069
Droits de mutation immobilière	2	209 500	2 081 515	1 835 268
Autres	3			
	4	293 000	2 374 825	1 976 337
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	5	87 500	668 869	243 926
<b>INTÉRÊTS</b>				
	6	175 000	425 963	256 296
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Cession d'immobilisations				
Immeubles industriels municipaux	7		44 052	
Autres immobilisations	8		11 783	5 352
Cession de propriétés destinées à la revente	9			
Gain (perte) sur placements	10			
Contributions des promoteurs	11		1 594 297	203 328
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	12			
Contributions des organismes municipaux	13			
Autres	14		485 419	110 367
	15		2 135 551	319 047

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>				
Conseil	1	702 300	766 352	726 938
Application de la loi	2	249 000	253 214	209 029
Gestion financière et administrative	3	767 100	720 262	702 014
Greffe	4	548 100	466 492	532 715
Évaluation	5	130 200	234 697	209 103
Gestion du personnel	6	103 200	52 823	78 273
Autres	7	808 865	877 494	704 699
	8	3 308 765	3 371 334	3 162 771
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>				
Police	9	1 879 100	1 998 420	1 808 457
Sécurité incendie	10	712 300	846 973	644 874
Sécurité civile	11	5 000	5 645	7 959
Autres	12	248 125	234 655	187 158
	13	2 844 525	3 085 693	2 648 448
<b>TRANSPORT</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	1 463 728	1 581 849	1 454 561
Enlèvement de la neige	15	399 284	407 651	347 432
Éclairage des rues	16	140 713	212 475	206 258
Circulation et stationnement	17	149 370	223 918	204 986
Transport collectif				
Transport en commun	18	516 884	2 036 323	517 303
Opération du réseau	19			
Entretien des véhicules	20			
Entretien des bâtisses et des autres actifs	21			
Autres	22			
Transport aérien	23			
Transport par eau	24			
Autres	25			
	26	2 669 979	4 462 216	2 730 540
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	27	2 058 287	1 777 065	1 786 903
Réseau de distribution de l'eau potable	28	241 995	349 113	365 472
Traitement des eaux usées	29	1 255 000	1 653 277	977 720
Réseaux d'égout	30	256 537	229 662	203 870
Matières résiduelles				
Déchets domestiques				
Cueillette et transport	31	327 075	441 688	374 947
Élimination	32	320 425	441 687	306 775
Matières secondaires				
Cueillette et transport	33	134 300	135 163	112 907
Traitement	34			
Élimination des matériaux secs	35	20 000	21 467	137 912
Plan de gestion	36			
Cours d'eau	37			
Protection de l'environnement	38			
Autres	39	87 000	83 150	67 611
	40	4 700 619	5 132 272	4 334 117

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>				
Logement social	1			
Sécurité du revenu	2			
Autres	3			
	4			
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	5	778 100	797 924	699 675
Rénovation urbaine				
Biens patrimoniaux	6			
Autres biens	7			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	8	130 600	147 260	139 341
Tourisme	9			
Autres	10			
Autres	11		44 964	298
	12	908 700	990 148	839 314
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>				
Activités récréatives				
Centres communautaires	13	533 562	482 459	716 626
Patinoires intérieures et extérieures	14	583 821	556 868	566 294
Piscines, plages et ports de plaisance	15	116 546	89 253	111 497
Parcs et terrains de jeux	16	975 344	1 052 948	982 760
Parcs régionaux - gestion et exploitation	17			
Expositions et foires	18			
Autres	19			
	20	2 209 273	2 181 528	2 377 177
Activités culturelles				
Centres communautaires	21	291 110	284 614	188 581
Bibliothèques	22	476 110	450 554	446 129
Patrimoine				
Musées et centres d'exposition	23			
Autres ressources du patrimoine	24			
Autres	25	231 119	557 480	243 625
	26	998 339	1 292 648	878 335
	27	3 207 612	3 474 176	3 255 512
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>				
	28			
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>				
Dette à long terme				
Intérêts	29	1 863 100	2 413 714	1 118 868
Autres frais	30		133 110	
Autres frais de financement				
Avantages sociaux futurs	31		13 000	
Autres	32	46 000	188 129	133 861
	33	1 909 100	2 747 953	1 252 729

**ANALYSE CONSOLIDÉE DE LA DÉPENSE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>2007</b>		<b>2006</b>
		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
Administration générale	1	405 100	444 941	404 961
Sécurité publique	2	1 879 100		1 808 457
Transport	3	508 800		504 130
Hygiène du milieu	4	1 927 800		977 720
Santé et bien-être	5			
Aménagement, urbanisme et développement	6	50 600	67 260	50 531
Loisirs et culture	7			
Réseau d'électricité	8			
	9	4 771 400	512 201	3 745 799

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS SELON LEUR NATURE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>Administration municipale</b>		<b>Organismes contrôlés</b>		<b>Éliminations</b>		<b>Total consolidé</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>								
<b>Infrastructures</b>								
Usines et bassins d'épuration	1		24		47		70	
Conduites d'égout	2	2 985 242	25		48		71	2 985 242
Conduites d'aqueduc	3	609 294	26		49		72	609 294
Usines de traitement de l'eau potable	4	2 727	27		50		73	2 727
Parcs et terrains de jeux	5	2 101 736	28		51		74	2 101 736
Sites d'enfouissement et incinérateurs	6		29		52		75	
Chemins, rues, routes et trottoirs	7	4 643 584	30		53		76	4 643 584
Ponts, tunnels et viaducs	8	422 308	31		54		77	422 308
Terrains de stationnement	9		32		55		78	
Système d'éclairage des rues	10	3 833 744	33		56		79	3 833 744
Autres infrastructures	11	396 908	34		57		80	396 908
Réseau d'électricité	12		35		58		81	
<b>Bâtiments</b>								
Édifices administratifs	13	403 082	36	897	59		82	403 979
Édifices communautaires et récréatifs	14	755 285	37		60		83	755 285
Améliorations locatives	15		38		61		84	
<b>Véhicules</b>								
Véhicules de transport en commun	16		39	14 314	62		85	14 314
Autres	17	303 563	40	29 400	63		86	332 963
Ameublement et équipement de bureau	18	142 074	41	11 393	64		87	153 467
<b>Machinerie, outillage et équipement divers</b>								
Abribus	19		42		65		88	
Autres	20	285 114	43	8 328	66		89	293 442
Terrains	21	41 552	44		67		90	41 552
Autres	22		45		68		91	
	23	16 926 213	46	64 332	69		92	16 990 545

**FONDS DE ROULEMENT CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>2 035 144</u>
Augmentation		
À même le surplus accumulé	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale ou d'un règlement d'emprunt	<u>Police 26-1</u>	<u>73 422</u>
	4	<u>2 108 566</u>
Diminution	<u>5</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	6	<u>2 108 566</u>

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**Énumération des régimes**

**Catégories d'employés  
couverts**

**Nombre de personnes couvertes**

Cocher chaque  
catégorie <sup>1</sup>  
touchée

**Salariés actifs**

**Anciens salariés  
ayant droit à des  
prestations  
différées**

**Retraités,  
prestataires ou  
bénéficiaires**

1	2	3	4	5	6	7
---	---	---	---	---	---	---

**A) Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

- Employés Candiac
- Employés Régie de police
- 
- 
- 
- 
- 

X	X		X			
	X		X	X		

78

4

21

21

3

1 **99**

2 **4**

3 **24**

**B) Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

- Assurance collectives - Police
- 
- 
- 

			X	X		

16

1

4 **16**

5

6 **1**

**C) Régimes de retraite à cotisations déterminées**


7

8



**D) Autres régimes (REER, autres) en excluant les régimes de retraite des élus municipaux**

X						

1

9 **1**

10

11

1. Catégories d'employés : 1- Cols bleus, 2- Cols blancs, 3- Professionnels, 4- Cadres, 5- Policiers, 6- Pompiers, 7- Autres.

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

Énumération des régimes	Cotisations <sup>1</sup>						Prestations versées \$			
	Services courants				Services passés					
	Salariés		Employeur		Salariés	Employeur				
	\$	Taux	\$	Taux	\$	\$				
<b>A) Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées</b>										
- Employés Candiac	238 000	7,6500	301 000	10,9600			77 000			
- Employés Régie de police	109 586		143 498				80 698			
-										
-										
-										
-										
-										
-										
<b>1</b>	<b>347 586</b>		<b>2</b>	<b>444 498</b>	<b>3</b>		<b>5</b>	<b>157 698</b>	<b>6</b>	<b>80 000</b>
<b>B) Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées</b>										
- Assurance collectives - Police			3 454							
-										
-										
-										
-										
<b>7</b>			<b>3 454</b>						<b>8</b>	
<b>C) Régimes de retraite à cotisations déterminées</b>										
-										
-										
-										
<b>9</b>										
<b>D) Autres régimes (REER, autres) en excluant les régimes de retraite des élus municipaux</b>										
- REER (RAEBL)	1 058	5,0000	1 058	5,0000						
-										
-										
<b>11</b>	<b>1 058</b>		<b>12</b>	<b>1 058</b>	<b>13</b>		<b>14</b>			
<b>15</b>	<b>348 644</b>		<b>16</b>	<b>449 010</b>	<b>17</b>		<b>18</b>	<b>157 698</b>	<b>20</b>	<b>80 000</b>
<b>Total pour tous les régimes</b>										

1. Dans le cas des régimes non capitalisés, primes versées aux compagnies d'assurance pour garantir des avantages sociaux futurs ou en assurer la couverture.

**ANALYSE CONSOLIDÉE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

Énumération des régimes

	Selon la plus récente évaluation actuarielle à des fins de comptabilisation				Valeur marchande des actifs au 31 décembre 2007		
	Date de l'évaluation	DMERCA <sup>1</sup>	Valeur actuarielle des obligations	Valeur actuarielle des actifs	Totalité des actifs	Titres de créances émis par l'organisme municipal	
			\$	\$		\$	\$
<b>A) Régimes capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées</b>							
- Employés Candiac	2005-12-31	14	5 541 000	4 860 000	6 485 000		,0000
- Employés Régie de police	2006-12-31	17	2 674 181	2 842 171	3 015 028		
-							
-							
-							
-							
-							
			<sup>1</sup> 8 215 181	<sup>2</sup> 7 702 171	<sup>3</sup> 9 500 028		<sup>5</sup> ,0000
<b>B) Régimes non capitalisés d'avantages sociaux futurs à prestations déterminées</b>							
- Assurance collectives - Police	2007-12-31	17	139 887				
-							
-							
-							
			<sup>6</sup> 139 887				

**Information additionnelle**

1. Durée moyenne estimative du reste de la carrière active

**FINANCEMENT DES PROJETS EN COURS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		Projets en cours au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Revenus, financement et affectations	Dépenses d'immobilisations et autres investissements	Projets fermés	Projets en cours au 31 décembre
Revenus, financement et affectations	1	31 846 647 2		21 417 446 3		17 556 867 5	35 707 226
Dépenses d'immobilisations et autres investissements	6	45 484 192 7			16 976 109 9	17 546 732 10	44 913 569
	11	(13 637 545) 12		21 417 446 14	16 976 109 15	10 135 16	(9 206 343)
<b>Répartition</b>							
Revenus, financement et affectations non utilisés	17	1 552 905					1 022 584 18
Dépenses d'immobilisations et autres investissements à financer	19	15 190 450					10 228 927 20
	21	(13 637 545)					(9 206 343) 22

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	23	24	25	26	27	28	29	
Montant réservé pour le service de la dette	30	561 650 31	32	33	10 135 34	180 203 35	36	391 582
	37	561 650 38	39	40	10 135 41	180 203 42	43	391 582

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		Dépenses de fonctionnement		+ Amortissement des immobilisations		= Coût brut		- Services rendus		= Coût des services municipaux	
										2007	2006
<b>Administration générale</b>											
Évaluation	1	234 697	26		51	234 697	76		101	234 697	209 103
Autres	2	3 136 636	27	99 447	52	3 236 083	77	319 154	102	2 916 929	2 858 065
	3	3 371 333	28	99 447	53	3 470 780	78	319 154	103	3 151 626	3 067 168
<b>Sécurité publique</b>											
Police	4	1 944 074	29		54	1 944 074	79	14 296	104	1 929 778	1 794 327
Sécurité incendie	5	846 973	30	111 617	55	958 590	80	308 632	105	649 958	454 732
Sécurité civile	6	5 645	31		56	5 645	81		106	5 645	7 959
Autres	7	119 725	32		57	119 725	82		107	119 725	187 158
	8	2 916 417	33	111 617	58	3 028 034	83	322 928	108	2 705 106	2 444 176
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	9	1 581 849	34	1 305 650	59	2 887 499	84	5 070	109	2 882 429	3 364 114
Enlèvement de la neige	10	407 651	35	45 179	60	452 830	85		110	452 830	386 806
Autres	11	436 393	36	121 434	61	557 827	86		111	557 827	411 244
Transport collectif	12	581 373	37	444	62	581 817	87		112	581 817	374 070
Autres	13		38		63		88		113		8 565
	14	3 007 266	39	1 472 707	64	4 479 973	89	5 070	114	4 474 903	4 544 799
<b>Hygiène du milieu</b>											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	15	1 777 065	40	896 118	65	2 673 183	90	2 216 716	115	456 467	412 062
Réseau de distribution de l'eau potable	16	349 113	41	268 293	66	617 406	91	523	116	616 883	719 712
Traitement des eaux usées	17	1 228 777	42		67	1 228 777	92		117	1 228 777	977 720
Réseaux d'égout	18	229 662	43	709 940	68	939 602	93		118	939 602	1 071 634
Matières résiduelles											
Déchets domestiques	19	883 375	44		69	883 375	94	311	119	883 064	681 722
Matières secondaires	20	135 163	45		70	135 163	95		120	135 163	112 907
Autres	21	21 467	46		71	21 467	96		121	21 467	137 912
Cours d'eau	22		47		72				122		
Protection de l'environnement	23		48		73				123		
Autres	24	83 150	49		74	83 150	99		124	83 150	67 611
	25	4 707 772	50	1 874 351	75	6 582 123	100	2 217 550	125	4 364 573	4 181 280

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		Dépenses de fonction- nement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Coût brut	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	
										2007	2006
<b>Santé et bien-être</b>											
Logement social	1		15		29		43		57		
Sécurité du revenu	2		16		30		44		58		
Autres	3		17		31		45		59		
	4		18		32		46		60		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>											
Aménagement, urbanisme et zonage	5	797 924	19	38 074	33	835 998	47	58 785	61	777 213	687 631
Rénovation urbaine	6		20		34		48		62		
Promotion et développement économique	7	147 260	21		35	147 260	49		63	147 260	137 811
Autres	8	44 964	22		36	44 964	50		64	44 964	298
	9	990 148	23	38 074	37	1 028 222	51	58 785	65	969 437	825 740
<b>Loisirs et culture</b>											
Activités récréatives	10	2 181 528	24	417 740	38	2 599 268	52	610 821	66	1 988 447	2 240 572
Activités culturelles											
Bibliothèques	11	450 554	25	24 891	39	475 445	53	33 492	67	441 953	399 945
Autres	12	842 094	26	2 135	40	844 229	54	125 764	68	718 465	401 634
	13	3 474 176	27	444 766	41	3 918 942	55	770 077	69	3 148 865	3 042 151
<b>Réseau d'électricité</b>											
	14		28		42		56		70		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>Effectifs personnes/ année<sup>1</sup></b>		<b>Semaine normale (heures)</b>		<b>Rémunération</b>		<b>Cotisations de l'employeur</b>		<b>TOTAL</b>
<b>Administration municipale</b>										
Cadres et contremaîtres	1	18,29	11	32,5	18	1 342 381	28	339 562	38	1 681 943
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	45,37	13	32,5	20	1 858 753	30	340 303	40	2 199 056
Cols bleus	4	44,65	14	39	21	1 644 016	31	346 939	41	1 990 955
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	8,10	16	40	23	442 355	33	54 483	43	496 838
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	116,41			25	5 287 505	35	1 081 287	45	6 368 792
	9	7,00			26	193 136	36	50 834	46	243 970
	10	123,41			27	5 480 641	37	1 132 121	47	6 612 762

1. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux cotisations de l'employeur sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ EAU ET ÉGOUT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

		<b>Revenus</b>	<b>Dépenses</b>
		<b>Transfert de fonctionnement</b>	<b>Frais de financement</b>
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48		42 403
Réseau de distribution de l'eau potable	49		123 660
Traitement des eaux usées	50		
Réseaux d'égout	51		273 369

**ANALYSE DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT  
À DES FINS BUDGÉTAIRES DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	2007		2006
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Dépenses de fonctionnement</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
	12		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	13	(                    ) (                    ) (                    )	
	14		
<b>Surplus (déficit) de l'exercice</b>	15		
<b>Conciliation à des fins budgétaires</b>			
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16		
Remboursement de la dette à long terme	17	(                    ) (                    ) (                    )	
	18		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	19	(                    ) (                    ) (                    )	
Surplus (déficit) accumulé non affecté	20		
Surplus accumulé affecté	21		
Réserves financières et fonds réservés	22		
Montants à pourvoir dans le futur	23		
	24		
	25		
<b>Surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires</b>	26		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

<b>Taxes sur la valeur foncière</b>	<b>Du 100 \$ d'évaluation</b>
<b>Taxes générales</b>	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> 2 , <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 5 <input type="text"/> 4 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 0 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1 5 0 , 0 0 \$
Égout	2	, , \$
Eau et égout	3	, , \$
Traitement des eaux usées	4	, , \$
Déchets domestiques	5	1 6 0 , 0 0 \$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 , %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Eau non résidentiel au compteur	,5500	7	mètre cube
Eau - piscines	30,0000	4	
Eau - multifamiliale	142,5000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) ?	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2007	3	227 018 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2007 des engagements en vertu du règlement concerné	4	376 547 \$	
2. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1) ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	7		\$
b) autres formes d'aide	8		\$
3. La municipalité a-t-elle appliqué les mesures fiscales suivantes ?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CMQ ou des articles 487.1 et 487.2 LCV	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>
b) Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM (taux variés)	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>
c) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	17 <input type="checkbox"/>	18 <input checked="" type="checkbox"/>	
- Pour le rôle de la valeur locative	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
d) Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	23 <input type="checkbox"/>
e) Majoration en vertu de l'article 253.51 LFM	24 <input type="checkbox"/>	25 <input checked="" type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>
4. La municipalité a-t-elle appliqué la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM) ?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle offert le paiement des taxes en plusieurs versements (art. 252 LFM) ?	29 <input checked="" type="checkbox"/>	30 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nombre de versements.	31	2	

**QUESTIONNAIRE (SUITE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
6. Est-ce que le rapport financier est consolidé ? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
7. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2007 pour des exploitations agricoles enregistrées ? Si oui, indiquer le montant.	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
	5 _____	22 135	\$
8. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique ? Si oui, indiquer le montant.	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	
	8 _____		\$
9. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret ?	9 _____		10 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES DONNÉES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2007**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 100, boulevard Montcalm nord  
(no) (rue)  
Candiac J5R 3L8  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 444-6000  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@ville.candiac.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Patrick Quirion

Téléphone (450) 444-6015  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 444-6009  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pquirion@ville.candiac.qc.ca

**VÉRIFICATEUR EXTERNE**

Nom Lefaivre Labrèche Gagné SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 35 rue st-Pierre  
(no) (rue)  
St-Constant J5A 2E4  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 454-3974  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 454-7320  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel denis@lefaivre-labreche.com

Responsable du dossier Denis Savage, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2009**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2007

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

Valeurs imposables correspondant au diviseur prévu au paragraphe 2° du deuxième  
alinéa de l'article 12 du *Règlement sur le régime de péréquation* (taux variés)

4 \_\_\_\_\_

**CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Je soussigné, \_\_\_\_\_  
(Nom)

\_\_\_\_\_ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de  
la péréquation de 2009 sont exacts.

\_\_\_\_\_  
(Signature)

\_\_\_\_\_  
(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48

Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

**CONFIRMATION DE LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE**

Je soussigné(e), \_\_\_\_\_, atteste que le rapport financier de  
 \_\_\_\_\_ (Nom)  
 Candiac \_\_\_\_\_ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007,  
 \_\_\_\_\_ (Nom de l'organisme)  
 déposé lors de la séance du conseil du \_\_\_\_\_, a été transmis de façon électronique  
 \_\_\_\_\_ (Date)  
 au ministère des Affaires municipales et des Régions le \_\_\_\_\_.  
 \_\_\_\_\_ (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Le surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires qui apparaît à la page S11 ligne 32 est de	<u>1 985 652 \$</u>
Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel qui apparaît à la page S29 ligne 4 est de	<u>15 949 850 \$</u>

Signature _____	Date _____
Téléphone _____ (Ind. rég.) (Numéro)	Télécopieur _____ (Ind. rég.) (Numéro)

Dernière modification avant dépôt : 2008-07-10 14:00:48  
 Dernière modification : 2008-07-10 14:00:48

Réservé au ministère

3 556 372	1 985 652	15 949 850	1,0089
-----------	-----------	------------	--------

## RAPPORT FINANCIER 2007 - MUNICIPALITÉS LOCALES

### Transmission électronique

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S63 « Confirmation de la transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales et des Régions les versions « papier » dûment complétées et signées des documents suivants :
  1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S5);
  2. Rapport du vérificateur externe sur les états financiers (page S7);
  3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S7.1);  
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
  4. Rapport du vérificateur externe ou général sur le taux global de taxation réel (page S26);
  5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2009 (page S62);  
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
  6. Confirmation de la transmission électronique (page S63);
- L'envoi de ces documents doit être fait au :

**Service de l'information financière et de la vérification**  
**Ministère des Affaires municipales et des Régions**  
**10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1<sup>er</sup> étage**  
**Québec (Québec) G1R 4J3**

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales et des Régions considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

### Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000                      B) 6 800 000                      C) 6 500 000                      D) 1,8888

- A) Surplus (déficit) accumulé (page S8 ligne 24)
- B) Surplus (déficit) de l'exercice à des fins budgétaires (page S11 ligne 32)
- C) Montant des revenus admissibles TGT (page S29 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel (page S29 ligne 6)